

**ACCORD MULTILATÉRAL  
SUR LES DROITS COMMERCIAUX POUR LES  
TRANSPORTS AÉRIENS NON RÉGULIERS EN EUROPE**

**Annexe à l'Ordonnance Souveraine n° 6.453  
du 12 juillet 2017**

**ANNEXE AU « JOURNAL DE MONACO » N° 8.340  
DU 28 JUILLET 2017**

*Les Gouvernements soussignés,*

considérant que chacun des États parties à l'Accord ci-après a pour objectif d'admettre librement sur son territoire pour embarquer ou débarquer du trafic les aéronefs effectuant des transports intraeuropéens commerciaux non réguliers qui ne portent pas préjudice à ses services réguliers,

considérant comme satisfaisant le régime que les dispositions de l'al. 1 de l'art. 5 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944<sup>1</sup> et ci-après dénommée « la Convention », réservent aux déplacements internationaux des aéronefs privés et des aéronefs effectuant des transports commerciaux non réguliers qui pénètrent sur le territoire des États parties à cette Convention, le traversent en transit sans escale ou y effectuent des escales non commerciales, et

désireux d'aboutir à un accord plus étendu au sujet du droit que l'al. 2 de l'art. 5 de la Convention accorde à leurs aéronefs commerciaux d'embarquer ou de débarquer des passagers, des marchandises ou du courrier lorsque ces aéronefs effectuent des transports internationaux contre rémunération ou en exécution d'un contrat de location ou d'affrètement en dehors des services aériens internationaux réguliers,

*ont conclu le présent Accord à cette fin.*

ART. 1

Le présent Accord s'applique à tout aéronef civil :

- a. immatriculé dans un État membre de la Commission européenne de l'Aviation civile, et
- b. exploité par un ressortissant d'un des États contractants, dûment habilité à cet effet par l'autorité nationale compétente de cet État,

lorsque cet aéronef effectue, dans les territoires auxquels s'applique le présent Accord aux termes de l'art. 11, des transports internationaux contre rémunération ou en exécution d'un contrat de location ou d'affrètement, en dehors des services aériens internationaux réguliers.

ART. 2

1. Les États contractants conviennent d'admettre librement sur leurs territoires respectifs, pour embarquer ou débarquer du trafic, les aéronefs mentionnés à l'art. 1 du présent Accord, sans leur imposer les

« réglementations, conditions ou restrictions » prévues à l'al. 2 de l'art. 5 de la Convention, lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes :

- a. transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse ;
- b. transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande, à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges-passagers, que la destination soit choisie par le ou les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée au public ;
- c. transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée par une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée à un tiers ;
- d. transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur ou groupe de transporteurs n'a droit, pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux centres de trafic déterminés.

2. Il en est de même pour les aéronefs utilisés pour l'une des activités suivantes :

- a. transports exclusifs de fret ;
- b. transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaison suffisamment directe par services aériens réguliers ;

toutefois, tout État contractant peut exiger l'abandon des activités prévues au présent paragraphe s'il estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers exploités dans les territoires auxquels s'applique le présent Accord ; tout État contractant peut exiger des renseignements complets sur la nature et l'importance de toute activité de ce genre, terminée ou en cours ;

de plus, en ce qui concerne l'activité mentionnée à l'al. b du présent paragraphe, tout État contractant peut définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aérodromes considérés), modifier cette définition à tout moment et déterminer si ces régions ont entre elles des liaisons suffisamment directes par services aériens réguliers.

<sup>1</sup> RS 0.748.0

## ART. 3

Les États contractants conviennent en outre que dans les cas non couverts par l'art. 2 où ils exigeraient l'observation de réglementations, conditions ou restrictions pour les transports aériens non réguliers visés à l'al. 2 de l'art. 5 de la convention, les clauses de telles réglementations, conditions ou restrictions seront prescrites par l'État contractant intéressé, qui publiera un règlement indiquant :

- a. le délai dans lequel les renseignements éventuels (avec une demande d'autorisation préalable s'il y a lieu) doivent être déposés ; ce délai ne dépassera pas deux jours ouvrables dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus ; un délai plus long peut être spécifié s'il s'agit d'une série plus importante de transports ;
- b. l'autorité aéronautique de l'État contractant à laquelle ces renseignements (avec la demande s'il y a lieu) peuvent être adressés directement, sans passer par la voie diplomatique ;
- c. les renseignements à fournir qui seront limités, dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus, aux éléments ci-après :

1. nom de la compagnie exploitante,
2. type d'aéronef et marques d'immatriculation,
3. dates et heures prévues pour l'arrivée sur le territoire de l'État contractant et pour le départ de ce territoire,
4. itinéraire de l'aéronef,
5. objet du transport, nombre de passagers à embarquer ou à débarquer ainsi que nature et quantité du fret à embarquer ou à débarquer.

## ART. 4

1. Si un différend s'élève entre des États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, ceux-ci s'efforceront d'abord de le régler par voie de négociations directes.
2. a. Si les États intéressés ne parviennent pas à s'entendre, ils peuvent accepter de soumettre le différend pour décision à un Tribunal d'arbitrage, ou à un arbitre.

b. Si dans un délai d'un mois après qu'un État a fait savoir à l'autre État son intention de recourir à une telle instance arbitrale, ils ne se sont pas mis d'accord sur le principe d'un règlement arbitral ou si, à l'expiration des trois mois qui suivent, après avoir accepté de soumettre le différend à l'arbitrage, ils ne peuvent s'entendre sur la composition du tribunal ou la personne de l'arbitre, tout État contractant intéressé peut soumettre le différend au Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale pour décision. Aucun membre du Conseil ne peut voter lors de l'examen par le Conseil d'un différend auquel il est partie. Si ledit Conseil n'accepte pas d'être saisi du différend, tout État contractant intéressé peut le soumettre à la Cour internationale de Justice.

3. Les États contractants s'engagent à se conformer à toute décision rendue en vertu du par. 2 du présent article.

4. Si un État contractant ne se conforme pas à une décision rendue en vertu du par. 2 du présent article, les autres États contractants peuvent restreindre, suspendre ou révoquer tous droits octroyés en vertu du présent Accord, tant que cet État ne s'y sera pas conformé.

## ART. 5

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des États membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. Il sera soumis à la ratification des États signataires.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

## ART. 6

1. Lorsque le présent Accord aura réuni les ratifications de deux États signataires, il entrera en vigueur entre ces États trois mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification. À l'égard de chaque État qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Accord sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par les soins du Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

## ART. 7

1. Le présent Accord restera ouvert à la signature dans les six mois qui suivront son entrée en vigueur. Il restera ensuite ouvert à l'adhésion de tout État non signataire membre de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. L'adhésion de tout État sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et produira ses effets trois mois après la date de ce dépôt.

## ART. 8

1. Tout État contractant pourra dénoncer le présent Accord par notification au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile et à l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception de la notification par l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

## ART. 9

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifiera au Président et à tous les États membres de la Commission européenne de l'Aviation :

- a. le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt, dans les trente jours qui suivent ce dépôt ;
- b. la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception, dans les trente jours qui suivent cette réception.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifiera également au Président et aux États membres de la Commission européenne de l'Aviation civile la date à laquelle l'Accord entrera en vigueur conformément aux dispositions du par. 1 de l'art. 6.

## ART. 10

1. Pour être recevable, une demande de convocation d'une réunion des États contractants en vue de l'examen d'amendements éventuels à l'Accord devra être adressée à l'Organisation de l'Aviation civile internationale par vingt-cinq pour cent (25%) au moins des États contractants et, au plus tôt, douze (12) mois après l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Organisation de l'Aviation civile internationale, en consultation avec le Président de la Commission

européenne de l'Aviation civile, convoquera la réunion en avisant les États contractants au moins trois mois à l'avance.

2. Tout projet d'amendement à l'Accord doit être approuvé lors de ladite réunion par la majorité de tous les États contractants, les deux tiers des États contractants devant être présents.

3. L'amendement entrera en vigueur, à l'égard des États qui l'auront ratifié, après ratification par le nombre d'États contractants spécifié lors de ladite réunion et à la date fixée par celle-ci.

## ART. 11

Le présent Accord s'applique à tous les territoires métropolitains des États contractants, à l'exception des îles éloignées dans l'Océan Atlantique et des îles dont le statut est semi-indépendant et à l'égard desquelles tout État contractant peut déclarer, lors du dépôt de son instrument de ratification ou de son instrument d'adhésion, que le présent Accord ne s'applique pas.

*En foi de quoi*, les soussignés, dûment autorisés, ont apposé leur signature au nom de leur gouvernement.

Fait à Paris, le trentième jour du mois d'avril de l'année mil neuf cent cinquante-six, en double exemplaire, en anglais, français et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi. Le présent Accord sera déposé auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, qui devra en envoyer des copies certifiées conformes à tous les États membres de l'Organisation.

**Champ d'application le 19 mars 2009<sup>2</sup>**

États parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Allemagne	11 septembre 1959	11 décembre 1959
Autriche	21 mai 1957	21 août 1957
Belgique	22 avril 1960	22 juillet 1960
Croatie	2 juillet 1999 A	2 octobre 1999
Danemark	12 septembre 1957	12 décembre 1957
Espagne	30 mai 1957	30 août 1957
Estonie	4 avril 2001 A	4 juillet 2001
Finlande	6 novembre 1957	6 février 1958
France	5 juin 1957	5 septembre 1957

<sup>2</sup> RO 1972 1619, 2009 2549, 2013 2665. Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE ([www.dfae.admin.ch/traites](http://www.dfae.admin.ch/traites)).

États parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Hongrie	16 novembre 1993 A	14 février 1994
Irlande	2 août 1961	2 novembre 1961
Islande	25 septembre 1961	25 décembre 1961
Luxembourg	23 décembre 1963	23 mars 1964
Moldova	23 décembre 1998 A	23 mars 1999
Norvège	5 août 1957	5 novembre 1957
Pays-Bas <sup>a</sup>	20 janvier 1958	20 avril 1958
Portugal <sup>b</sup>	17 octobre 1958	17 janvier 1959
Royaume-Uni	11 janvier 1960 A	11 avril 1960

États parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Ile de Man	11 janvier 1960	11 avril 1960
Iles de la Manche	11 janvier 1960	11 avril 1960
Suède	13 août 1957	13 novembre 1957
Suisse	2 avril 1957	21 août 1957
Turquie	4 novembre 1958	4 février 1959

<sup>a</sup> Pour le Royaume en Europe.

<sup>b</sup> L'accord ne vaut que pour le territoire de la métropole, sans les îles adjacentes de Madère et des Açores







*imprimé sur papier PEFC*

IMPRIMERIE GRAPHIC SERVICE  
GS COMMUNICATION S.A.M. MONACO

